

AVANT-PROPOS

En janvier 1985, l'ORSTOM, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération, décidait d'organiser en collaboration avec le CIE, Centre International de l'Enfance, et le Ministère de la Coopération, un Séminaire International sur « Femmes et politiques alimentaires », sous la direction scientifique de Jeanne Bisilliat. Cette rencontre marquait le premier engagement public de cette institution de recherche française dans le nouveau champ du savoir lié aux femmes et au développement.

Ce séminaire s'est déroulé sur une semaine et a réuni des femmes chercheurs venant d'Asie, des Amériques, d'Afrique et d'Europe. Son originalité a consisté à faire le bilan – toujours actuel – de la situation de crise alimentaire dans laquelle se débattent les pays en développement et dont les femmes, les premières, subissent les conséquences.

Cette rencontre, qui marquait la fin de la Décennie de la Femme, avait aussi un objectif de dialogue entre les décideurs et les chercheurs. C'est ainsi que le dernier jour fut consacré à une discussion élargie entre chercheurs et représentants du Ministère de la Coopération, de la Caisse Centrale de la Coopération économique, de la FAO, de la CEE, de l'OCDE etc.

Les Actes furent publiés en juillet 1985 et diffusés lors de la Conférence Internationale de Nairobi qui clôturait la Décennie de la Femme (1975-1985).

Pour répondre à l'intérêt naissant autour de ce thème, le CEDID (Centre de Documentation et d'Information scientifique sur le Développement, ORSTOM) mit en place la première banque de données informatisée en France sur Femmes et Développement.

La nécessité de créer un lieu, à l'ORSTOM, où l'on pourrait poursuivre la réflexion ainsi engagée lors de cet événement international, se concrétisa sous la forme d'un séminaire de recherche qui fut mené dans le cadre de l'UR « Composantes historiques et culturelles du développement économique ». Jeanne Bisilliat en assura la responsabilité d'octobre 1985 jusqu'à son départ en affectation au Brésil fin 1986. Un collectif poursuivit le séminaire jusqu'en juillet 1988.

Pendant ces trois ans, ces rencontres réunirent une vingtaine de participants par mois. Parmi les intervenants, une trentaine environ, sept chercheurs venaient des pays en voie de développement. Les communications portèrent principalement sur l'Afrique Noire, mais aussi sur le Maghreb, l'Amérique Latine, l'Asie, la Palestine et Madagascar. Les chercheurs, de disciplines diverses (anthropologie, sociologie, géographie, démographie, économie), furent invités à présenter leurs expériences et à échanger leurs réflexions.

La première année, le séminaire eut pour thème « Travail féminin et famille: dynamiques des transformations dans les pays en développement ». La problématique s'infléchit les deux années suivantes, avec l'intitulé « Contraintes et maîtrise du développement: la réponse des femmes et des hommes ».

Cette modification dans l'intitulé recouvre en fait une détermination théorique entraînant une terminologie différente. L'expression « femmes et développement » reste trop marquée par l'appartenance biologique des sexes qui entraîne nombre de distorsions, notamment celle qui renforce le caractère non historique et atemporel de la catégorie femme. Dans son souci de combler le retard général des connaissances sur les femmes, la recherche a eu tendance à occulter le rapport dialectique qui se joue entre les sexes. Il a donc semblé souhaitable, lors de la décision de prolonger le séminaire, de faire en sorte que les

chercheurs élargissent leur réflexion à la notion de genre – notion encore peu acceptée à cette époque dans les études sur le développement – dont l'intérêt principal est de mettre en lumière le caractère social des distinctions fondées sur le sexe ainsi que l'aspect relationnel entre hommes et femmes.

Le souhait avait été exprimé de mettre l'accent sur les approches théorique et pratique. Il s'agissait d'une part, de décrire et analyser les expériences de terrain recentrées autour du thème, et d'autre part, de tenter une élaboration des rapports sociaux entre femmes et hommes, à partir de la littérature existante confrontée à des études de terrain variées..

Pour clore les deux premières années de travail, la décision fut prise en juin 1987 de faire une publication sur le thème général, « travail féminin et relation de genre ». La diversité des sujets abordés et l'ampleur du séminaire ont amené à effectuer une sélection des contributions, sous la responsabilité d'un comité de lecture.

Il est important de souligner que cet ouvrage n'est pas une construction d'ensemble ni un ouvrage collectif conçu et organisé en fonction d'un objectif théorique précis, fruit d'une distribution préalable des thèmes destinée à soutenir une thèse ou une hypothèse. C'est, avant tout, le regroupement de diverses contributions des deux premières années, traitant du thème travail féminin et relations de genre.

Quelques interventions de qualité n'apparaissent pas, à notre grand regret, pour n'avoir pas été reprises sous forme d'articles.

Hélène Dardenne, responsable de la réalisation de cette publication, nous a tragiquement quitté en 1989. Qu'il lui soit ici rendu hommage. La publication de cet ouvrage témoigne de la détermination des membres du collectif à voir aboutir ce travail.

La première partie de l'ouvrage présente des sociétés rurales avec leurs éléments d'antagonisme, de complémentarité et de subordination. Les deux premières contributions analysent le partage des responsabilités entre hommes et femmes face aux activités de subsistance. Les savoirs féminins jouent un rôle fondamental dans l'approvisionnement des foyers en ressources

énergétiques (Parisot) et alimentaires (Bergeret). Ils sont à l'origine de comportements et, en situation de crise, de réponses spécifiques aux femmes, trop rarement prises en considération, le rôle économique des femmes étant souvent dévalorisé.

Les textes qui suivent traitent plus spécifiquement des relations de genre. Dans la société goïa, société matrilineaire, l'exploitation économique des femmes est analysée sous l'angle de la compensation matrimoniale et du prix de la paternité (Dacher). P. Bonnafé montre comment la subordination des femmes est liée aux structures juridiques traditionnelles de la société. La condition des femmes et plus particulièrement les effets de diverses expériences de développement sur leurs ressources économiques sont explorées par A. Guillou. En laissant la parole aux femmes, R.M. Keesing met en évidence le rôle des idéologies traditionnelles qui imprègnent le discours que les femmes tiennent sur elles-mêmes. Au sein de sociétés de chasseurs-cueilleurs au Sud-Cameroun, l'analyse de la contribution des femmes aux activités de subsistance remet en cause le partage des activités entre hommes et femmes tel qu'il est décrit par de nombreux chercheurs et théoriciens (Daou Joiris). Une réflexion plus générale sur les aspects théoriques de la construction sociale des sexes conclut cette première partie (Combes et Devreux).

Tant que les femmes ne seront pas considérées comme faisant partie, au même titre que les hommes, de l'ensemble des processus de changements, les programmes de développement resteront un échec. C'est ce que nous révèle la deuxième partie de l'ouvrage. De nombreux problèmes sont attachés à l'introduction d'une innovation technologique dans une économie villageoise, qu'il s'agisse de problèmes économique, d'appropriation des savoirs, de comportements, de rapports sociaux ou de modifications culturelles. A travers l'appropriation d'une « machine » par un village, nous voyons se dessiner le statut réel des femmes (Biquart). Ailleurs, la création d'exploitations semi-mécanisées perturbe le fonctionnement des unités de production agricole et conduit les femmes à des initiatives aux marges du projet pour remédier à la dégradation de leur autonomie vivrière et économique (Lassailly-Jacob). A travers

leurs actions, les développeurs reproduisent en la renforçant, l'idéologie masculine du développement. On peut ainsi se poser la question plus générale des résistances liées aux relations de genre, à l'encontre du « développement » (Pinton). Une étude menée en Malaisie, où prolifèrent depuis plus de 50 ans des interventions de développement, explore la contribution des femmes et les avantages qu'elles ont pu en tirer (Massard).

Malgré l'évolution accélérée des sociétés urbaines, les rapports de pouvoir en ville continuent à être fondés sur les anciennes structures de domination avec néanmoins des phénomènes évolutifs certains. Au Brésil, une analyse menée dans l'Etat de são Paulo montre comment les crises économiques affectent les trajectoires professionnelles des hommes et des femmes de façon différenciée (Hirata et Humphrey). Le texte de A. Lambert, D. Poitou et C.M. Toulabor témoigne d'un regard plus optimiste sur les capacités d'émancipation des femmes fondées sur la récupération à leur profit des schèmes traditionnels du pouvoir. M. Lecarme, quant à elle, émet des hypothèses dans de multiples champs, à partir de l'analyse des rapports sociaux entre hommes et femmes, hypothèses qui lui permettent de montrer par quels processus variés mais convergents la bipolarité homme femme est maintenue dans une société apparemment en pleine évolution.

Florence Pinton
Mai 1992